

APPEL pour que la FGTB prenne position pour l'interdiction des licenciements et organise la mobilisation sur cet objectif.

Le 21 janvier, la direction d'Opel a annoncé sa décision de fermer son siège d'Anvers, remettant ainsi en cause des milliers d'emplois avec des conséquences dramatiques. C'est un pas de plus dans une offensive sans précédent de liquidation de l'emploi.

Selon le rapport de décembre 2009 de la BNB (Banque nationale de Belgique) le nombre de chômeurs supplémentaires sera de 74.000 pour l'année 2009 et la BNB prévoit que 94.000 chômeurs s'y ajouteront pour l'année 2010. Selon ces prévisions, il y aurait donc au total 168.000 chômeurs supplémentaires pour la période 2009-2010. Comment ne pas voir dans ces prévisions la perspective de l'effondrement du niveau de vie des travailleurs et à partir de là du pays tout entier ?

On ne peut pas accepter l'effondrement de l'emploi !

On ne peut pas accepter que des centaines d'entreprises soient rayées de la carte. On ne peut pas accepter que les restructurations destructrices se succèdent, préparant les suivantes jusqu'à la fermeture. Aucun secteur n'est épargné. Toutes les régions du pays sont touchées.

La volonté de se battre pour défendre son emploi, elle est là. Elle a été démontrée durant toute l'année 2009 dans de nombreuses entreprises où des actions ont eu lieu contre les restructurations ou les fermetures. Mais on mesure tous que pour gagner, on ne peut pas laisser les travailleurs et militants syndicaux des entreprises touchées de plein fouet se battre seuls. Il faut une grande mobilisation unitaire parce que nous sommes tous confrontés aux mêmes menaces.

La résistance des travailleurs a amené les dirigeants des trois syndicats à interpellier le gouvernement fédéral fin novembre 2009 sur la situation de l'emploi. Le premier ministre s'est contenté d'inviter les syndicats à «négocier» avec le patronat. Cette réaction a déclenché un tel mouvement de colère chez les militants syndicaux, que la FGTB a organisé en urgence une manifestation de 5.000 militants le 4 décembre 2009 sur le thème «les travailleurs ne sont pas des kleenex». Cette manifestation était convoquée sur base d'un tract dont le premier mot d'ordre était de réclamer «un coup d'arrêt aux licenciements».

Il est urgent de donner «un coup d'arrêt aux licenciements». Comment y arriver ?

Dès ce début d'année 2010, les sombres prévisions de la BNB se sont confirmées, avec notamment l'annonce par la direction d'Inbev de sa volonté de liquider plus de 10% du personnel. Les travailleurs et leurs organisations syndicales ont, dès l'annonce de ces intentions, exigé le retrait du plan de liquidation d'emplois et affirmé leur refus de le négocier. De toute part, l'attitude de la direction d'Inbev a été condamnée, y compris par certains ministres qui se sont dit «scandalisés». Mais pour les travailleurs, il ne suffit pas de «condamner» ou d'être «scandalisé». Leur exigence, c'est d'empêcher tout licenciement.

En conséquence, le SETCa de Liège-Huy-Waremme a envoyé une lettre aux élus du PS pour leur demander de déposer et défendre une proposition de loi «pour interdire les licenciements dans les entreprises qui font du bénéfice ». Un responsable syndical de la centrale Horval-FGTB estime qu'il faut y ajouter les entreprises qui se mettent volontairement en déficit. D'autres pensent que les licenciements doivent être interdits dans les entreprises qui ont bénéficié d'aides publiques, d'avantages fiscaux et (ou) de diminutions de cotisations patronales à la sécurité sociale. Le seul moyen de rencontrer toutes ces préoccupations et d'unifier le combat, c'est d'interdire purement et simplement les licenciements partout.

Face à la situation d'une gravité exceptionnelle que nous connaissons, nous estimons que les dirigeants de la FGTB ont une responsabilité majeure. Il leur revient d'appeler à la mobilisation la plus large pour empêcher un désastre aux conséquences économiques et sociales incalculables.

Nous nous adressons aux dirigeants de la FGTB pour leur dire :

Prenez position pour l'INTERDICTION DES LICENCIEMENTS

Appelez les travailleurs à descendre dans la rue sur cet objectif, APPELEZ A UNE GRANDE MANIFESTATION NATIONALE dans l'unité des travailleurs de Flandre, de Wallonie et de Bruxelles (en proposant aux autres syndicats de s'y associer), SUR LE SEUL MOT D'ORDRE CLAIR QUE TOUT LE MONDE ATTEND : INTERDICTION DES LICENCIEMENTS !

Nul doute que les travailleurs et les jeunes de toute appartenance syndicale répondraient massivement à un tel appel comme ils l'avaient fait contre le «pacte des générations». En effet, c'est la seule voie pour stopper cette marche à la dislocation de l'économie qui conduit à la destruction de nos emplois et de nos droits sociaux.

Appel lancé à l'initiative du Comité Unité-Eenheidscomité

Un Appel pour une manifestation nationale pour l'interdiction des licenciements avait été lancé à l'initiative du *Comité Unité-Eenheidscomité* à l'issue d'une conférence organisée le 30 mai 2009, avec des orateurs syndicalistes. Cet Appel a depuis été signé par des dizaines de militants et responsables syndicaux. Tenant compte de l'importance de la prise de position de la FGTB, le 4 décembre 2009, en faveur d'un coup d'arrêt aux licenciements, le *Comité unité-Eenheidscomité* réuni le 23 janvier 2010 a décidé de lancer le présent Appel afin que soient mis en œuvre les moyens pratiques pour effectivement donner ce coup d'arrêt urgent et nécessaire aux licenciements.

JE SIGNE CET APPEL :

Nom - Prénom	Rue et numéro Code postal –Commune	Adresse Mail et/ou Téléphone et/ou GSM	Qualité/organisation syndicale ou politique	Signature	Soutien financier *

(*) le soutien financier permet de mener cette campagne en toute indépendance (frais de photocopies, timbres, etc.)
versement au compte **210-0306776-17** avec mention «Appel ».

CONTACT: Y.Eeckman, rue G.Raeymaekers 13, 1030 Bruxelles - 0497/990.254
Mail : eeckman.yves@gmail.com ; site : www.comiteunite-eeenheidscomite.be